

# **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)**

**Appel d'Offres Ouvert**  
**Procédure n° 14/25**

---

## **OBJET DU MARCHE**

**« Prestations de maîtrise d'œuvre et d'ordonnancement, pilotage et coordination  
(OPC) pour la réhabilitation du Datacenter national de la CNAF – Site de Sophia  
Antipolis »**

---

## SOMMAIRE

<b>CHAPITRE I – GENERALITES .....</b>	<b>4</b>
Article 1 - Objet du marché – Dispositions générales.....	4
1.1 Objet et nature du marché .....	4
1.2 Durée du marché .....	4
1.3 Maître d'ouvrage .....	4
1.4 Titulaire du marché.....	5
1.4 Sous-traitance .....	5
1.6 Catégorie d'ouvrages et nature des travaux.....	5
1.7 Contenu des éléments de mission .....	5
1.8 Intervenants autres que les parties .....	6
1.8 Mode de dévolution des travaux.....	6
1.9 Organisation des équipes et collaborateurs du Maître d'œuvre .....	6
Article 2 - Pièces constitutives du marché .....	6
<b>CHAPITRE II – PRIX ET REGLEMENT DES PRESTATIONS .....</b>	<b>8</b>
Article 4 - Forfait de rémunération .....	8
4.1 Modalités de fixation du forfait de rémunération.....	8
Article 5 – Prix .....	8
5.1 Forme du prix.....	8
5.2 Mois d'établissement du prix du marché .....	9
5.3 Modalités de révision du prix.....	9
Article 6 - Règlement des prestations.....	9
6.1 Avances .....	9
6.2 Retenue de garantie.....	9
6.3 Acomptes .....	9
6.4 Montant de l'acompte .....	10
6.6 Solde.....	11
6.7 Facturation et délais de règlement.....	11
6.8 Délai global de paiement .....	12
<b>CHAPITRE III – DELAIS – PENALITES POUR RETARD .....</b>	<b>14</b>
Article 7 - Délais – Pénalités pour la phase « Etudes » .....	14
7.1 Etablissement des documents d'études .....	14
7.2 Pénalités de retard dans la remise des documents d'études.....	14
7.3 Réception des documents d'études.....	14
Article 8 - Délais – Pénalités pour la phase « Travaux » .....	16
8.1 Délais d'exécution des missions de suivi des travaux.....	16
8.2 Pénalités pour retard dans l'exécution des missions de suivi des travaux.....	16
8.3 Instruction des mémoires de réclamation .....	16
8.4 Emission des ordres de service .....	16
8.5 Procès-verbaux des opérations préalables à la réception.....	17
8.6 Période de garantie de parfait achèvement .....	17
8.7 Lutte contre le travail dissimulé.....	17
8.7.1 Obligations du titulaire .....	17
8.7.2 Sanctions en cas d'irrégularités constatées.....	18
Article 9 - Prolongation des délais .....	18
<b>CHAPITRE IV – EXECUTION DE LA MISSION JUSQU'A LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX</b>	<b>19</b>

Article 10 - Coût prévisionnel des travaux .....	19
Article 11 - Conditions économiques d'établissement .....	19
Article 12 - Tolérance sur le coût prévisionnel des travaux.....	19
Article 13 - Seuil de tolérance .....	19
Article 14 - Coût de référence des travaux .....	19
<b>CHAPITRE V – EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE APRES PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX (EXE, DET, AOR ET SSI).....</b>	<b>21</b>
Article 15 – Coût de réalisation des travaux .....	21
Article 16 - Conditions économiques d'établissement .....	21
Article 17 - Tolérance sur le coût de réalisation des travaux .....	21
Article 18 - Clause de clarification – maîtrise du coût .....	21
Article 22- Ordres de service.....	21
Article 23 - Protection de la main d'œuvre et condition de travail et de sécurité.....	22
Article 24 - Suivi de l'exécution des travaux .....	22
Article 25 - Utilisation des résultats .....	23
Article 26 - Obligations des parties .....	25
Article 27 - Arrêt de l'exécution de la prestation .....	27
Article 28 - Achèvement de la mission.....	27
<b>CHAPITRE VI – RESILIATION DU MARCHE – RESPONSABILITES – ASSURANCES .....</b>	<b>29</b>
Article 29 - Résiliation du marché .....	29
29.1 Résiliation sans faute du maître d'œuvre .....	29
29.2 Résiliation du marché aux torts du Maître d'œuvre .....	29
Article 30 - Assurances .....	30
Article 31 – Changement dans la situation du titulaire .....	30
31.1 Changement sans création d'une nouvelle personne morale.....	31
31.2 Changement entraînant la création d'une nouvelle personne morale .....	31
Article 32 – Règlement des litiges.....	31
Article 33 – Développement durable.....	32
Article 34 - Dérogations au CCAG-MOE .....	32

## CHAPITRE I – GENERALITES

### **Article 1 - Objet du marché – Dispositions générales**

#### **1.1 Objet et nature du marché**

Le marché régi par le présent cahier des clauses administratives particulières est un marché public de prestations intellectuelles de maîtrise d'œuvre et d'ordonnancement, pilotage et coordination (OPC), au sens des articles L.2172-1 et suivants du Code de la commande publique, dans le cadre de la réhabilitation du Datacenter national de la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf), situé à Sophia Antipolis.

Le présent marché est soumis aux dispositions du Code de la commande publique.

Il est passé selon la procédure de l'appel d'offres ouvert, en application des articles L.2124-2 et R.2124-2 du Code de la commande publique.

Le marché est alloté comme suit :

Lot n°1 : Maîtrise d'œuvre (MOE) ;

Lot n°2 : Ordonnancement, pilotage et coordination (OPC).

Chaque lot fait l'objet d'un marché distinct.

#### **1.2 Durée du marché**

Durée initiale du marché :

Le marché prend effet à compter de sa date de notification.

Pour chacun des lots, la durée du marché couvre l'intégralité des missions confiées, depuis la notification jusqu'à la fin de la mission d'assistance aux opérations de réception (AOR) et à la remise du dossier des ouvrages exécutés (DOE).

Reconduction :

Le marché n'est pas reconductible.

Les prestations sont réalisées pour la durée nécessaire à l'exécution complète des missions de maîtrise d'œuvre et d'OPC.

Durée totale du marché :

La durée totale du marché correspond à la durée nécessaire :

- à la réalisation de l'ensemble des études (ESQ, APS, APD, PRO, DCE),
- à l'assistance à la passation des contrats de travaux (ACT),
- au suivi d'exécution des travaux (DET),
- à l'assistance aux opérations de réception (AOR) et à la remise du DOE.

Elle continue après validation de la levée des réserves et remise complète des livrables contractuels et prendra fin à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement du marché de travaux afférent.

La durée totale est fermement liée au déroulement de ces missions et n'est pas prévisionnelle.

#### **1.3 Maître d'ouvrage**

La Caisse Nationale des Allocations Familiales (Cnaf) est le Maître d'ouvrage. Elle est dénommée ci-après « Maître d'ouvrage » ou « Pouvoir adjudicateur ».

L'autorité représentant le pouvoir adjudicateur est le Directeur Général ou son représentant.

#### 1.4 Titulaire du marché

Le titulaire est désigné dans les pièces du présent marché sous le nom de « Maître d'œuvre » ou de « titulaire ».

#### 1.4 Sous-traitance

Le Maître d'œuvre ne peut donner en sous-traitance le projet architectural visé par la loi sur l'architecture du 3 janvier 1977 qui « définit par des plans et documents écrits, l'implantation des bâtiments, leur composition, leur organisation et l'expression de leur volume ainsi que le choix des matériaux et des couleurs » (article 3 al. 2 de la loi du 3 janvier 1977 modifiée).

S'il envisage de recourir à la sous-traitance en cours d'exécution du marché, le titulaire doit obligatoirement en informer le pouvoir adjudicateur qui accepte le sous-traitant et agrée ses conditions de paiement, conformément aux dispositions des articles L. 2193-1 et suivants et R. 2193-1 et suivants du code de la commande publique. Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement des contrats de sous-traitance sont jointes en annexe à l'acte d'engagement.

Le titulaire précise l'organisation et la répartition des prestations.

Le pouvoir adjudicateur s'assure également de la compétence technique et des garanties financières du sous-traitant.

Le titulaire demeure, en toutes hypothèses, responsable du sous-traitant, garant des prestations qu'il exécute et du respect des stipulations du marché.

Lorsque le montant des prestations confiées au sous-traitant est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant est payé directement par le pouvoir adjudicateur, dans les conditions définies aux articles R. 2193-10 et suivants du code de la commande publique.

Les règles relatives au paiement du sous-traitant sont précisées à l'article 6.8 du présent CCAP.

#### 1.6 Catégorie d'ouvrages et nature des travaux

L'ouvrage à réaliser appartient à la catégorie :

- ☐ Opération de construction neuve de bâtiment
- ☒ Opération de réhabilitation de bâtiment
- ☐ Opération de construction neuve d'infrastructure
- ☐ Opération de réhabilitation d'infrastructure

#### 1.7 Contenu des éléments de mission

Le contenu des éléments de mission constituant la mission confiée au Maître d'œuvre, sera en tout point conforme à celui défini dans le livre IV de la deuxième partie du code de la commande publique portant sur les dispositions propres aux marchés publics liés à la maîtrise d'ouvrage et à la maîtrise d'œuvre privée.

Le présent marché est constitué des éléments suivants :

ELEMENTS DE MISSION :
1. ESQ (Etudes d'esquisse)
2. APS (Avant-Projet Sommaire)
3. APD (Avant-projet définitif)
4. PRO (Etudes de projet)

5. ACT (Assistance pour la passation des contrats de travaux)
6. VISA/EXE (Visa des études d'exécution)
7. DET (direction de l'exécution des contrats de travaux)
8. AOR (Assistance aux opérations de réparation)
9. GED (gestion documentaire)

Les missions confiées au Maître d'œuvre sont définies dans le CCTP du lot n°1.

Les prestations d'ordonnancement, pilotage et coordination (OPC) font l'objet d'un lot distinct (lot n°2) et ne sont pas incluses dans les missions confiées au Maître d'œuvre.

## 1.8 Intervenants autres que les parties

### *1.8.1 Contrôle technique*

Pour l'exécution du présent marché, le Maître d'ouvrage sera assisté d'un contrôleur technique agréé. Le contrôleur technique sera désigné au plus tard au début de la phase d'élaboration de l'avant-projet.

Le Maître d'œuvre doit tenir compte, à ses frais, de l'ensemble des observations du contrôleur technique que le Maître d'ouvrage lui aura notifiées pour exécution, afin d'obtenir un accord sans réserve, tant au stade des études que de la réalisation de l'ouvrage.

## 1.8 Mode de dévolution des travaux

Les travaux feront l'objet d'un marché alloti, en application des dispositions de l'article L. 2113-10 du code de la commande publique.

## 1.9 Organisation des équipes et collaborateurs du Maître d'œuvre

La collaboration de spécialistes peut être requise par le Maître d'ouvrage dans le cadre des obligations définies par le présent marché. Ces spécialistes payés par le Maître d'œuvre, sont soumis à l'agrément du Maître d'ouvrage, ils interviennent en qualité de consultants.

Le Maître d'œuvre désigne ses collaborateurs en présentant leurs profils dans son offre. Si, en cours de marché, le Maître d'œuvre décide de remplacer ses collaborateurs, il soumet à l'acceptation du Maître d'ouvrage les nouveaux collaborateurs en lui précisant leurs références. Le Maître d'ouvrage peut également récuser directement certains collaborateurs ; dans ce cas le Maître d'œuvre s'engage à remplacer les collaborateurs récusés.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-MOE, le délai de remplacement du ou des collaborateurs est de quinze (15) jours calendaires.

## **Article 2 - Pièces constitutives du marché**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Maîtrise d'œuvre, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et ses annexes éventuelles ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) n°14/25 ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) du lot concerné et ses annexes ;
- l'offre du titulaire, comprenant notamment le mémoire technique et l'attestation de visite des lieux ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de maîtrise d'œuvre (CCAG-MOE), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

Les éventuels avenants conclus en cours d'exécution du marché ont valeur contractuelle et constituent des annexes à l'acte d'engagement et/ou au CCAP et/ou au CCTP.

En cas d'incohérence entre le mémoire technique du titulaire remis avec son offre et le programme fonctionnel et technique de travaux, ces derniers prévalent sur le Mémoire technique. Le Titulaire est dans l'obligation d'intégrer au sein de ces études l'ensemble des prescriptions contenues dans ce document.

Les pièces générales, bien que non jointes au présent marché, sont réputées connues des parties.  
En cas de contradiction ou de divergence entre plusieurs documents contractuels, ils prévalent dans l'ordre dans lequel ils sont énumérés ci-dessus.

Aucune réserve qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus n'est admise.  
Toute clause portée dans la documentation du titulaire et contraire aux dispositions des pièces constitutives du marché, est réputée non écrite.

Le titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les pièces du marché.

### **Article 4 - Forfait de rémunération**

#### **4.1 Modalités de fixation du forfait de rémunération**

La rémunération du présent marché est forfaitaire pour l'exécution de l'ensemble des prestations attendues, telles que définies dans les pièces contractuelles.

Le montant du marché est celui figurant à l'acte d'engagement, pour chacun des lots. Ce montant couvre l'intégralité des charges nécessaires à la bonne exécution des missions confiées, sans que le titulaire puisse prétendre à une rémunération complémentaire au titre de l'exécution normale du marché.

Le titulaire s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération, de quelque nature que ce soit, d'un tiers, au titre de la réalisation des prestations objet du présent marché.

#### **4.2 Caractère du forfait**

Le forfait est global et définitif, sous réserve des modifications du marché susceptibles d'intervenir dans les conditions prévues par le Code de la commande publique.

Il tient compte :

- de l'étendue des missions confiées,
- de leur degré de complexité,
- des contraintes propres à l'opération, notamment la réalisation des travaux en site occupé.

#### **4.3 Évolution du forfait**

Le montant du forfait ne peut être modifié que dans le cadre :

- d'un avenant régulièrement conclu,
- ou d'une modification du marché autorisée par les articles R.2194-1 à R.2194-10 du Code de la commande publique.

### **Article 5 – Prix**

#### **5.1 Forme du prix**

Le présent marché est un marché conclu à prix forfaitaire et provisoire pour tous les éléments de mission prévus au présent marché, conformément aux dispositions des articles R. 2112-18 et R. 2432-7 du code de la commande publique.

Le prix du présent marché correspond aux honoraires du maître d'œuvre, lesquels comprennent tous les frais relatifs à l'exécution des prestations, quel que soit le niveau de l'intervenant, notamment :

- toutes les charges fiscales, parafiscales et autres auxquelles sont soumises les prestations ;
- les frais de déplacement, d'hébergement, de restauration du titulaire et d'organisation matérielle ;
- les frais de réalisation des différents éléments de mission ;
- les frais de conception et de pilotage de la mise en œuvre de l'espace référence ;
- les frais afférents au dépôt et au suivi des éventuelles demandes d'autorisations administratives et d'urbanisme ;
- les frais de rédaction, de bureautique, de reprographie et de communication des livrables attendus ;
- la cession des droits de propriété intellectuelle ;
- tous les autres frais supportés par le maître d'œuvre pour l'exécution des prestations ;
- les marges pour risques et les marges bénéficiaires.

Le prix est révisable suivant les modalités fixées à l'article 5.3 ci-après.



## 5.2 Mois d'établissement du prix du marché

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois précédant la date limite de remise des offres, tel qu'indiqué dans l'acte d'engagement.

## 5.3 Modalités de révision du prix

Les prix sont révisables annuellement, à la date d'anniversaire de la notification du marché.

La révision s'effectue selon la formule suivante :

$$P = P_o \times [0,15 + 0,85 \times (I_{CHTrev} - TS) / (I_{CHTrev_o} - TS_o)]$$

Dans laquelle :

- P = prix révisé HT ;
- P<sub>o</sub> = prix initial HT ;
- I<sub>CHTrev</sub> – TS = indice du coût horaire du travail révisé — services administratifs et de soutien (INSEE) ;
- les indices « 0 » correspondent aux indices du mois d'établissement de l'offre.

L'indice « Ingénierie » correspond à l'indice national publié par l'INSEE.

À défaut de publication de l'indice au moment de la révision, la dernière valeur connue est utilisée à titre provisoire. La révision définitive intervient dès publication de l'indice.

Les coefficients de révision sont arrondis au millième supérieur.

En cas de disparition ou de modification de l'indice de référence, celui-ci est remplacé par l'indice national le plus proche. À défaut, les parties conviennent, par voie d'avenant, d'un nouvel indice ou d'une formule de remplacement.

## – Prix de règlement

Le prix forfaitaire du marché fait l'objet de règlements échelonnés en fonction de l'avancement des missions et des livrables validés par la maîtrise d'ouvrage.

Aucun règlement ne peut intervenir pour une phase non débutée ou un livrable non remis.

## **Article 6 - Règlement des prestations**

### 6.1 Avances

Sans objet.

### 6.2 Retenue de garantie

Il n'est pas prévu de retenue de garantie.

### 6.3 Acomptes

Le règlement des sommes dues au titulaire s'effectue par acomptes, au fur et à mesure de l'exécution des prestations, conformément aux dispositions du Code de la commande publique.

Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement établie par le titulaire, à laquelle sont jointes les pièces justifiant de l'avancement des prestations réalisées.

Les modalités de présentation des demandes de paiement et les pièces justificatives attendues sont précisées dans les pièces du marché.

### 6.3.1 Pour l'exécution des éléments de mission

Les éléments de mission constituent des phases techniques d'exécution du marché. Le règlement des prestations s'effectue par **acomptes**, en fonction de l'avancement des missions et de la **remise des livrables correspondants**, validés par le Maître d'ouvrage.

Chaque acompte est calculé sous forme de **pourcentage du montant forfaitaire du marché**, selon la répartition indicative suivante :

Éléments de mission	Exigibilité de l'acompte
ESQ – Études d'esquisse	100 % à la remise et validation du dossier
APS – Avant-projet sommaire	100 % à la remise et validation du dossier
APD – Avant-projet définitif	100 % à la remise et validation du dossier
PRO – Études de projet	100 % à la remise et validation du dossier
ACT – Assistance à la passation des contrats de travaux	100 % à la remise du rapport d'analyse des offres
VISA / EXE – Visa des études d'exécution	Au prorata de l'avancement de la mission
DET – Direction de l'exécution des contrats de travaux	Au prorata de l'avancement de la mission
AOR – Assistance aux opérations de réception	100 % à la remise du dossier de réception

Les pourcentages affectés à chaque élément de mission sont précisés dans l'acte d'engagement.

Aucun acompte ne peut être versé pour une mission non débutée ou pour un livrable non remis et non validé par le Maître d'ouvrage.

### 6.4 Montant de l'acompte

Le règlement des sommes dues au Maître d'œuvre fait l'objet d'acomptes périodiques, dont la fréquence est déterminée ci-dessus à l'article 6.3, calculés en Euros à partir de la différence entre deux décomptes périodiques successifs. Chaque décompte est lui-même établi à partir d'un état périodique dans les conditions ci-après définies :

#### a) Etat périodique

L'état périodique, établi par le Maître d'œuvre, indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché par référence aux éléments constitutifs de la mission. L'état périodique sert de base à l'établissement par le Maître d'œuvre du projet de décompte périodique auquel il doit être annexé.

#### b) Projet de décompte périodique

Pour l'application de l'article 11 du CCAG-MOE, le Maître d'œuvre envoie au Maître d'ouvrage, par courrier électronique ou par lettre recommandée avec avis de réception postal, son projet de décompte périodique.

#### c) Décompte périodique

Le décompte périodique établi par le Maître d'ouvrage correspond au montant des sommes dues du début du marché à l'expiration de la période correspondante. Ce montant est évalué en prix de base hors TVA. Il est établi à partir du projet de décompte périodique en y indiquant successivement :

- l'évaluation du montant en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte tenu des prestations effectuées ;
- les pénalités éventuelles pour retard de présentation par le Maître d'œuvre des documents d'étude.

#### d) Acompte périodique

Le montant de l'acompte périodique à verser au titulaire est déterminé par le Maître d'ouvrage, sur la base du décompte périodique établi conformément aux stipulations du présent CCAP.

L'acompte correspond :

1. à la différence entre le montant du décompte périodique arrêté et le montant du décompte précédent ;
2. le cas échéant, à l'application de la révision des prix sur la période considérée ;
3. à l'incidence de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

Le Maître d'ouvrage notifie au Maître d'œuvre l'état d'acompte ; s'il modifie le projet du Maître d'œuvre, il joint le décompte modifié.

Le paiement de l'acompte doit intervenir 30 jours au plus tard après la réception du projet de décompte par le Maître d'ouvrage.

### 6.6 Solde

Après constatation de l'achèvement de sa mission dans les conditions prévues à l'article 27 du présent CCAP, le Maître d'œuvre adresse au Maître d'ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final.

#### 6.6.1 Décompte final

Le décompte final arrêté par le Maître d'ouvrage comprend :

- le montant total de la rémunération forfaitaire due au titre du marché ;
- le montant des révisions de prix applicables, intégrant le dernier état des indices connus à la date d'établissement du projet de décompte final ;
- le montant des pénalités éventuellement appliquées ;
- le montant des éventuelles réclamations non réglées ;
- le récapitulatif des sommes versées au titre des acomptes ;
- le solde restant dû.

Ce résultat constitue le montant du décompte final.

#### 6.6.2 Décompte général - Etat du solde

Le maître d'ouvrage établit le décompte général et le notifie au maître d'œuvre dans les conditions définies à l'article 11.8.1 et 11.8.2 du CCAG-MOE.

Le décompte général est rendu définitif dans les conditions des articles 11.8.3 et suivants du CCAG-MOE.

Le décompte général et définitif lie définitivement les parties.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, le maître d'ouvrage règle, les sommes admises dans le décompte final. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires.

Les contestations éventuelles sont réglées dans les conditions fixées à l'article 35 du CCAG-MOE.

### 6.7 Facturation et délais de règlement

Le dépôt et la transmission des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation « CHORUS PRO », accessible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

L'utilisation de ce portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission électronique.

Outre les mentions légales, le pouvoir adjudicateur exige que les factures émises comprennent a minima les informations suivantes :

- la référence du marché ;
- la date d'émission de la facture ;
- l'identité de l'émetteur et du destinataire et leur numéro SIRET ;
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établi par l'émetteur de la facture ;
- le numéro d'engagement indiqué sur le bon de commande ou transmis par le site désigné ci-dessous ;
- le code d'identification du service en charge du traitement (code service), à savoir le site Cnaf Site Sophia Antipolis sis 820, route des Dolines à Valbonne (06560) ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la dénomination précise des services réalisés ;
- le prix hors taxe ;
- le montant global hors taxes et le montant total de la taxe à payer.

Pour le versement d'acomptes, la demande de versement doit être accompagnée des pièces justifiant l'état d'avancement de la prestation.

La vérification de la facturation est effectuée avant le paiement. Elle a pour objet de s'assurer de la concordance entre les éléments de la facture et la bonne réalisation des prestations définies ci-dessus. Le pouvoir adjudicateur procède ensuite au règlement correspondant.

#### 6.8 Délai global de paiement

##### 6.8.1 Point de départ du délai global de paiement

Conformément aux articles L. 2192-10 et R. 2192-10 du code de la commande publique, le délai maximal de paiement des sommes dues au titulaire est de 30 jours.

Le délai de paiement court à compter de la plus tardive des deux dates entre :

- la date de réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur ;
- la date de la décision d'admission des prestations par le pouvoir adjudicateur ou le terme prévu pour les acomptes.

En cas de versement d'une avance, le délai de paiement de celle-ci court à compter de la date de notification du marché.

##### 6.8.2 Suspension du délai de paiement

Le délai peut être suspendu une fois, s'il est constaté que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le présent marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception. Elle précise les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la réception par le pouvoir adjudicateur, de la totalité des justifications qui ont été réclamées au titulaire.

A compter de la réception de ces justifications, court un nouveau délai de 30 jours.

#### 6.8.3 Intérêts moratoires et indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire de 40 euros pour les frais de recouvrement, au bénéfice du titulaire. Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

#### 6.8.4 Délai de paiement du sous-traitant

Le délai de paiement du sous-traitant bénéficiant du paiement direct en application de l'article L. 2193-10 du code de la commande publique est identique à celui applicable au titulaire.

Ce délai court à compter de la date à laquelle le pouvoir adjudicateur a connaissance de l'acceptation expresse ou implicite par le titulaire des pièces justificatives servant de base au paiement direct.

Le délai de paiement du sous-traitant court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné à l'article R. 2193-12 du code de la commande publique, si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné à l'article R. 2193-14 du code de la commande publique.

#### 6.8.5 Modalités de paiement

Les paiements se font par virement sur le compte ouvert au nom du titulaire, figurant dans l'Acte d'engagement.

### **Article 7 - Délais – Pénalités pour la phase « Etudes »**

La phase « Études » comprend les éléments de mission suivants :

- ESQ – Études d'esquisse ;
- APS – Avant-projet sommaire ;
- APD – Avant-projet définitif ;
- PRO – Études de projet ;
- ACT – Assistance à la passation des contrats de travaux ;
- VISA / EXE – Visa des études d'exécution.

#### **7.1 Établissement des documents d'études**

Les délais d'établissement des documents d'études sont définis dans le CCTP du lot concerné.

Le point de départ des délais d'exécution est fixé à la date de notification de l'ordre de service prescrivant le démarrage de la mission ou de la phase considérée par le Maître d'ouvrage.

S'agissant de l'analyse des offres des marchés de travaux, le délai court à compter de la transmission par le Maître d'ouvrage des offres à analyser.

#### **7.2 Pénalités de retard dans la remise des documents d'études**

En cas de retard imputable au titulaire dans la remise des documents d'études, des pénalités de retard sont appliquées, sans mise en demeure préalable.

Le montant des pénalités est fixé à 1/300<sup>e</sup> du montant de l'acompte correspondant à l'élément de mission concerné, par jour calendaire de retard.

Le montant total des pénalités susceptibles d'être appliquées au titre du présent article ne peut excéder 10 % du montant du marché.

Pour le calcul des pénalités, il est tenu compte de l'écart entre la date limite contractuelle de remise du document et la date de remise effective du document au Maître d'ouvrage.

#### **7.3 Réception des documents d'études**

Par dérogation à l'article 20.4.2 du CCAG-MOE, le Maître d'œuvre est dispensé d'aviser par écrit le Maître d'ouvrage de la date à laquelle les livrables lui seront présentés. Par dérogation à l'article 20.5 du CCAG-MOE, la présence du Maître d'œuvre n'est pas requise.

Les documents d'études sont remis au fur et à mesure de leur réalisation par le Maître d'œuvre au Maître d'ouvrage pour vérification et admission, aux formats .doc, .xls, .pdf, .ppt ou .dwg en fonction du document concerné.

Le Maître d'ouvrage examine et donne son accord sur chaque livrable de la phase « Etudes ».

Si son acceptation est assortie d'observations et de remarques, le Maître d'œuvre doit en tenir compte dans l'élaboration des livrables et éléments de mission suivants.

A compter de la réception du dernier livrable attendu de l'élément de mission considéré dans la phase « Etudes », le Maître d'ouvrage dispose d'un délai maximum de 60 jours ouvrés pour procéder à l'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet des livrables d'études transmis.

Par dérogation à l'article 21 du CCAG-MOE, le silence gardé par le pouvoir adjudicateur au terme de la période de vérification prévue contractuellement, n'entraîne pas la réception des livrables.

Si le pouvoir adjudicateur ne peut respecter le délai de vérification, il en informe le titulaire et s'engage sur un nouveau délai.

Les décisions d'ajournement, de réfaction et de rejet sont impérativement motivées. Le maître d'ouvrage transmet ses remarques et observations au maître d'œuvre.

#### Admission en l'état ou avec observations :

Le maître d'ouvrage prononce l'admission des prestations en l'état ou avec observations si celles-ci répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification au maître d'œuvre de la décision d'admission en l'état ou d'admission avec observations.

#### Ajournement :

Le maître d'ouvrage, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner l'admission des prestations.

Cette décision invite le maître d'œuvre à présenter à nouveau au maître d'ouvrage, les prestations mises au point, dans un délai qui, par dérogation à l'article 21.2.1 du CCAG-MOE, ne pourra excéder 15 jours ouvrés. En cas de non-respect de ce délai, les pénalités déterminées à l'article 7.2 ci-dessus sont appliquées.

Par dérogation à l'article 21.2.1 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre doit faire connaître son acceptation dans un délai de 10 jours ouvrés à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du maître d'œuvre ou de silence gardé par lui durant ce délai, le maître d'ouvrage a le choix de prononcer l'admission des prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans un délai de 10 jours ouvrés courant à partir de la notification du refus du maître d'œuvre ou à partir de l'expiration du délai de 10 jours ouvrés ci-dessus mentionné.

Si le maître d'œuvre présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, le maître d'ouvrage dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le maître d'œuvre.

#### Réfaction :

Lorsque le maître d'ouvrage estime que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, il notifie au maître d'œuvre une décision motivée de les admettre avec réfaction, c'est-à-dire entraînant une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées.

Par dérogation à l'article 21.3 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre dispose de 10 jours ouvrés pour présenter ses observations. Passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision du maître d'ouvrage.

Si le maître d'œuvre formule des observations, le maître d'ouvrage dispose ensuite de 15 jours ouvrés pour confirmer sa décision ou pour notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification dans ce délai, le maître d'ouvrage est réputé avoir accepté les observations du maître d'œuvre et l'admission est réputée sans réfaction.

#### Rejet :

Lorsque le maître d'ouvrage estime que des prestations ne sont pas conformes aux stipulations du marché, telles qu'elles ne peuvent être admises en l'état et qu'il n'apparaît pas possible d'en prononcer l'ajournement ou la réfaction, il prononce une décision motivée de rejet des prestations concernées qui est notifiée au maître d'œuvre.

La décision de rejet ne peut être prise qu'après que le maître d'œuvre ou son représentant ait été convoqué pour être entendu.

Par dérogation à l'article 21.4 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre dispose de 10 jours ouvrés à compter de la notification de la décision de rejet pour présenter ses observations par écrit ou adresser un mémoire en

réclamation au sens de l'article 35 du CCAG-MOE. Passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision de rejet du maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 21.4 du CCAG-MOE, si le maître d'œuvre formule des observations, le maître d'ouvrage dispose ensuite de 15 jours ouvrés pour confirmer sa décision de rejet motivée notifiée au maître d'œuvre ou pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification dans ce délai, le maître d'ouvrage est réputé avoir accepté les observations du maître d'œuvre.

En cas de rejet des prestations, le maître d'œuvre est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.

Si les nouvelles prestations présentées par le maître d'œuvre sont à nouveau rejetées par le maître d'ouvrage, le marché est résilié pour faute du maître d'œuvre.

## **Article 8 - Délais – Pénalités pour la phase « Travaux »**

La phase « Travaux » comprend, pour le lot n°1 – Maîtrise d'œuvre, les éléments de mission suivants :

- DET – Direction de l'exécution des contrats de travaux ;
- AOR – Assistance aux opérations de réception.

### **8.1 Délais d'exécution des missions de suivi des travaux**

Les délais d'exécution des missions de suivi des travaux sont définis dans le CCTP du lot n°1.

Le Maître d'œuvre assure l'exécution de ses missions pendant toute la durée des travaux, conformément aux prescriptions du marché et aux ordres de service notifiés par le Maître d'ouvrage.

### **8.2 Pénalités pour retard dans l'exécution des missions de suivi des travaux**

En cas de retard imputable au Maître d'œuvre dans l'exécution de ses obligations au titre des missions de DET et d'AOR, des pénalités sont appliquées sans mise en demeure préalable.

Le montant des pénalités est fixé à 150 € HT par jour calendaire de retard, par manquement constaté, notamment en cas de :

- retard dans la transmission des comptes rendus de chantier ;
- retard dans la validation des documents relevant de la mission ;
- absence injustifiée aux réunions de chantier ou de réception.

Le montant total des pénalités appliquées au titre du présent article ne peut excéder 10 % du montant du marché.

### **8.3 Instruction des mémoires de réclamation**

Le délai d'instruction par le Maître d'œuvre d'un mémoire de réclamation émis par un entrepreneur est de 20 jours ouvrés à compter de la date de réception par le Maître d'œuvre du mémoire.

Si ce délai n'est pas respecté, le Maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard est égal à 200 euros H.T.

### **8.4 Emission des ordres de service**

Les ordres de service relatifs à l'exécution des travaux sont décidés par le Maître d'ouvrage.

Dans le cadre de sa mission de maîtrise d'œuvre, le Maître d'œuvre prépare, propose et notifie, pour le compte du Maître d'ouvrage, les ordres de service aux entreprises, après validation préalable par ce dernier.

Les ordres de service sont notifiés aux entreprises concernées dans les délais prescrits par le Maître d'ouvrage.

En cas de retard imputable au Maître d'œuvre dans la préparation ou la notification des ordres de service, des pénalités peuvent être appliquées dans les conditions prévues à l'article 8.2 du présent CCAP.



### 8.5 Procès-verbaux des opérations préalables à la réception

Les opérations de réception des travaux se déroulent conformément aux dispositions des articles 41 à 43 du CCAG Travaux.

La réception aura lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux traités par lots séparés après que l'entreprise chargée de l'organisation collective et matérielle du chantier a avisé simultanément le pouvoir adjudicateur et le Maître d'œuvre de cet achèvement.

Le Maître d'œuvre disposera d'un délai de 15 jours ouvrés à compter de la date d'achèvement des travaux fixée sur cet avis pour procéder aux opérations préalables à la réception en présence des entrepreneurs dûment convoqués et de l'autorité compétente du pouvoir adjudicateur ou son représentant.

Ces opérations préalables à la réception feront l'objet d'un procès-verbal dressé sur le champ par le Maître d'œuvre et propre à chaque marché de travaux.

Le Maître d'œuvre disposera d'un délai de 5 jours ouvrés à compter de la date du procès-verbal des opérations préalables à la réception pour faire connaître aux entrepreneurs, par tout moyen permettant de donner date certaine, s'il a ou non proposé au pouvoir adjudicateur la réception.

En cas de manquement imputable au Maître d'œuvre dans l'exécution de ces obligations, des pénalités peuvent être appliquées dans les conditions prévues à l'article **8.2** du présent CCAP.

Les mêmes dispositions s'appliquent aux opérations relatives à la levée des réserves formulées lors de la réception.

### 8.6 Période de garantie de parfait achèvement

À compter de la date de réception des travaux, le Maître d'œuvre établit et transmet au Maître d'ouvrage le dossier des ouvrages exécutés (DOE), dans les conditions et délais prévus par les pièces du marché.

Le Maître d'ouvrage dispose d'un délai de vérification pour admettre, ajourner ou rejeter le DOE transmis. Le silence gardé par le Maître d'ouvrage à l'issue de ce délai ne vaut pas admission.

Pendant la période de garantie de parfait achèvement, le Maître d'œuvre assiste le Maître d'ouvrage pour l'examen des désordres signalés et le suivi de leur traitement par les entreprises, dans les conditions prévues par le marché.

En cas de retard imputable au Maître d'œuvre dans la remise du DOE ou dans l'exécution des obligations liées à la garantie de parfait achèvement, des pénalités peuvent être appliquées dans les conditions prévues à l'article 8.2 du présent CCAP.

### 8.7 Lutte contre le travail dissimulé

#### 8.7.1 Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires relatives à la lutte contre le travail dissimulé, notamment celles prévues par le Code du travail et le Code de la sécurité sociale.

Pendant toute la durée d'exécution du marché, le titulaire fournit au pouvoir adjudicateur, tous les six mois à compter de la notification du marché, les documents et attestations permettant de vérifier la régularité de sa situation au regard de ses obligations fiscales et sociales, conformément aux dispositions en vigueur.

Lorsque le titulaire est établi à l'étranger, il fournit les documents équivalents délivrés par les autorités compétentes de son pays d'établissement.

Ces documents doivent être rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction certifiée conforme.

Le défaut de production des documents requis, la production de documents inexacts ou le constat de manquements aux obligations relatives à la lutte contre le travail dissimulé peuvent entraîner la mise en œuvre des mesures prévues par la réglementation en vigueur, ainsi que, le cas échéant, les sanctions contractuelles prévues par le présent CCAP, pouvant aller jusqu'à la résiliation du marché pour faute du titulaire.

#### 8.7.2 Sanctions en cas d'irrégularités constatées

En cas de constat par une autorité compétente d'une situation irrégulière du titulaire au regard de ses obligations en matière de lutte contre le travail dissimulé, le pouvoir adjudicateur met en demeure le titulaire de faire cesser sans délai la situation constatée et d'en justifier dans le délai qui lui est imparti.

À défaut de régularisation dans le délai fixé par la mise en demeure, le pouvoir adjudicateur peut prononcer, selon la gravité des manquements constatés et sans préjudice des sanctions prévues par la réglementation en vigueur :

- la résiliation du marché pour faute du titulaire,
- et, le cas échéant, la résiliation aux frais et risques du titulaire, sans indemnité.

Ces mesures sont prises conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur relatives à la lutte contre le travail dissimulé.

#### **Article 9 - Prolongation des délais**

Lorsque le maître d'œuvre est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution du fait du Maître d'ouvrage ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le maître d'ouvrage prolonge le délai d'exécution du marché.

Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour bénéficier de cette prolongation, le Maître d'œuvre signale au Maître d'ouvrage par courriel ou par courrier recommandé avec avis de réception (AR) les causes faisant obstacles à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Par dérogation à l'article 15.3.2 du CCAG-MOE, il dispose, à cet effet, d'un délai de 10 jours ouvrés à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues. Il indique en même temps la durée de prolongation demandée.

Par dérogation à l'article 15.3.2 du CCAG-MOE, le maître d'ouvrage dispose d'un délai de 8 jours ouvrés à compter de la date de réception de la demande du titulaire pour lui notifier sa décision, sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation en cause.

Une prolongation des délais ne peut en aucun cas entraîner une augmentation du prix des prestations.

### **Article 10 - Coût prévisionnel des travaux**

Le Maître d'ouvrage attache une importance particulière à la maîtrise du coût des travaux, à chaque stade d'avancement de l'opération, afin qu'il demeure compatible avec l'enveloppe financière affectée à l'opération.

Le coût prévisionnel des travaux correspond au montant estimé des travaux nécessaires à la réalisation de l'opération, tel qu'évalué par le Maître d'œuvre dans le cadre de ses missions, hors rémunération de la maîtrise d'œuvre.

Il comprend notamment :

- le montant des travaux tous corps d'état ;
- les dépenses liées à la libération d'emprise, le cas échéant ;
- les frais techniques directement liés aux travaux ;
- les primes d'assurance obligatoires afférentes aux travaux.

Le coût prévisionnel des travaux est exprimé en euros hors taxes et arrondi à l'euro supérieur.

### **Article 11 - Conditions économiques d'établissement**

Le coût prévisionnel des travaux est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois Mo (mois des études), tel que fixé dans l'acte d'engagement.

### **Article 12 - Tolérance sur le coût prévisionnel des travaux**

Le coût prévisionnel des travaux est assorti d'un taux de tolérance de 5 %, apprécié dans les conditions prévues par le présent CCAP et le CCAG-Maîtrise d'œuvre.

### **Article 13 - Seuil de tolérance**

Le seuil de tolérance est égal au coût prévisionnel des travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé à l'article 12.

Au cours de la phase « Études », le Maître d'œuvre veille à ce que les solutions proposées permettent de respecter ce seuil de tolérance.

Lorsque le Maître d'œuvre constate que le projet ne permet pas de respecter le seuil de tolérance, il en informe sans délai le Maître d'ouvrage et propose les adaptations nécessaires.

Lorsque le dépassement du seuil de tolérance est exclusivement imputable au Maître d'œuvre, celui-ci est tenu de reprendre ses études, sans rémunération supplémentaire, dans les conditions prévues par le CCAG-Maîtrise d'œuvre.

### **Article 14 - Coût de référence des travaux**

Lorsque le Maître d'ouvrage dispose des résultats de la mise en concurrence relative à la passation des marchés de travaux, le Maître d'œuvre établit le coût de référence des travaux, correspondant au montant résultant de la consultation des entreprises, tel qu'accepté par le Maître d'ouvrage.

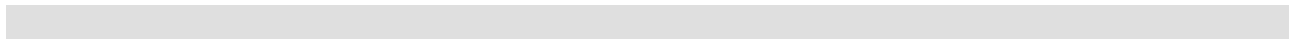
Le coût de référence est exprimé en euros hors taxes.

Lorsque le coût de référence excède le seuil de tolérance défini à l'article 13 du présent CCAP, le Maître d'ouvrage peut demander au Maître d'œuvre de proposer des adaptations du projet permettant de ramener le coût des travaux dans le respect de ce seuil.

Lorsque le dépassement du seuil de tolérance est exclusivement imputable au Maître d'œuvre, celui-ci est tenu de reprendre ses études, sans rémunération supplémentaire, dans les conditions prévues par le CCAG-Maîtrise d'œuvre.

Le Maître d'œuvre présente ses propositions d'adaptation au Maître d'ouvrage dans un délai compatible avec le calendrier de l'opération, tel que fixé par ce dernier.

Après validation par le Maître d'ouvrage, le Maître d'œuvre établit, le cas échéant, un nouveau dossier de consultation des entreprises dans les 10 jours.



## **CHAPITRE V – EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE APRES PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX (EXE, DET, AOR ET SSI)**

### **Article 15 – Coût de réalisation des travaux**

Le coût de réalisation des travaux correspond au montant des marchés de travaux conclus par le Maître d'ouvrage, tel qu'il résulte de la mise en concurrence des entreprises, augmenté le cas échéant des avenants régulièrement conclus.

Le coût de réalisation des travaux est arrêté par le Maître d'ouvrage.

Le Maître d'œuvre ne saurait être tenu responsable des évolutions du coût de réalisation des travaux résultant notamment :

- des décisions du Maître d'ouvrage ;
- des modifications du programme ;
- des sujétions imprévues ;
- des aléas techniques ou réglementaires ;
- des avenants aux marchés de travaux.

### **Article 16 - Conditions économiques d'établissement**

Le coût de réalisation des travaux est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois correspondant à la remise des offres ayant conduit à la passation des marchés de travaux.

### **Article 17 - Tolérance sur le coût de réalisation des travaux**

Le coût constaté des travaux, déterminé par le Maître d'ouvrage après achèvement de l'ouvrage, correspond au montant total, en prix de base hors taxes, des travaux effectivement exécutés dans le cadre des marchés de travaux et des avenants régulièrement conclus, hors révision et actualisation de prix.

### **Article 18 - Clause de clarification – maîtrise du coût**

La responsabilité du Maître d'œuvre en matière de maîtrise du coût de l'opération s'apprécie exclusivement au regard du coût prévisionnel des travaux, dans les conditions prévues aux articles 10 à 13 du présent CCAP.

Le Maître d'œuvre ne saurait être tenu responsable des dépassements du coût de réalisation ou du coût constaté des travaux résultant des marchés de travaux, des avenants, des décisions du Maître d'ouvrage ou de circonstances extérieures à ses missions.

### **Article 22- Ordres de service**

Dans le cadre de l'élément de mission "Direction de l'exécution des travaux" (DET), le Maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service, acceptés préalablement par le Maître d'ouvrage, à destination du ou des Entrepreneurs, avec copie au Maître d'ouvrage.

Les ordres de service doivent être écrits, signés et datés, numérotés et adressés à l'Entrepreneur, dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG Travaux.

Cependant, en aucun cas, le Maître d'œuvre ne peut notifier des ordres de service relatifs :

- à la notification de la date de commencement des travaux ;
- à une modification du programme initial entraînant une modification de projet ;
- à une interruption ou ajournement des travaux ;

- à une modification de la masse de travaux susceptible d'apporter un changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrages ;
- au passage à l'exécution d'une tranche conditionnelle ;
- à la notification de prix nouveaux aux entrepreneurs pour des ouvrages ou travaux non prévus, sans avoir recueilli au préalable l'accord écrit du Maître d'ouvrage.
- et d'une manière générale pour toute décision modifiant les dispositions des marchés de travaux.

Une copie des ordres de service accompagné de toute justification utile doit être remise au Maître d'ouvrage qui doit pouvoir s'assurer à tout moment qu'ils ont bien été délivrés dans les délais impartis. En cas d'inobservation de cette clause, la responsabilité financière du Maître d'œuvre pourra être recherchée.

### **Article 23 - Protection de la main d'œuvre et condition de travail et de sécurité**

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main d'œuvre est employée. En outre, le titulaire est tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT), notamment lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main d'œuvre est employée.

Ces huit conventions fondamentales de l'OIT, ratifiées par la France, sont :

- la convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C87, 1948) ;
- la convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C98, 1949) ;
- la convention sur le travail forcé (C29, 1930) ;
- la convention sur l'abolition du travail forcé (C105, 1957) ;
- la convention sur l'égalité de rémunération (C100, 1951) ;
- la convention concernant la discrimination (emploi et profession, C111, 1958) ;
- la convention sur l'âge minimum (C138, 1973) ;
- la convention sur les pires formes de travail des enfants (C182, 1999).

Le titulaire doit être en mesure de justifier de ce respect en cours d'exécution du marché, et pendant la période de garantie des prestations, en fournissant, sur simple demande du pouvoir adjudicateur, tous les justificatifs permettant de démontrer qu'il s'impose le respect des obligations et dispositions considérées.

En signant l'Acte d'engagement du présent marché, le titulaire s'engage sur l'ensemble des présentes dispositions ainsi qu'à faciliter un éventuel contrôle sur les sites du respect des obligations et dispositions en matière de protection et de conditions de travail de la main d'œuvre employée, par un tiers dûment mandaté à cet effet par le maître d'ouvrage.

### **Article 24 - Suivi de l'exécution des travaux**

Dans le cadre de la mission de direction de l'exécution des contrats de travaux (DET), le Maître d'œuvre assiste le Maître d'ouvrage dans le suivi et le contrôle de l'exécution des travaux.

À ce titre, le Maître d'œuvre :

- veille à la conformité de l'exécution des travaux aux stipulations des marchés de travaux et aux prescriptions contractuelles ;
- coordonne les interventions des entreprises dans le respect des décisions prises par le Maître d'ouvrage ;
- assure le suivi technique, administratif et financier de l'exécution des marchés de travaux ;

- rend compte régulièrement au Maître d'ouvrage de l'avancement des travaux.

Le Maître d'œuvre agit dans le cadre des pouvoirs qui lui sont délégués par le Maître d'ouvrage et ne peut engager ce dernier au-delà des limites fixées par le marché, notamment en matière de modification des prestations ou des conditions financières.

## **Article 25 - Utilisation des résultats**

### **25.1 Connaissances antérieures**

Le titulaire autorise le pouvoir adjudicateur à utiliser, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, les connaissances antérieures strictement nécessaires à l'utilisation des résultats pour des besoins découlant de l'objet du marché.

Ce droit comprend le droit de reproduire, de dupliquer, de charger, d'afficher, de stocker, d'exécuter, de représenter les connaissances antérieures.

Cette autorisation est valable pour la même durée que les droits d'utilisation portant sur les résultats.

### **25.2 Utilisation des résultats nés de l'exécution du marché**

Par dérogation à l'article 24 du CCAG-MOE, le titulaire concède au pouvoir adjudicateur, à titre exclusif, l'intégralité des droits patrimoniaux de propriété intellectuelle afférents aux résultats, même partiels, des prestations réceptionnées.

Par résultats, et ce, quel que soit le support sur lequel ils sont adressés au pouvoir adjudicateur et quel qu'en soit le mode de transmission, sont entendus notamment et de façon non limitative l'ensemble des livrables attendus ainsi que l'ensemble des documents préparatoires et des documents intermédiaires se rapportant au marché.

Le titulaire concède, à titre exclusif et définitif, l'intégralité des droits et titres de toute nature portant sur les résultats, lui permettant de les exploiter librement, de les reproduire, de les transmettre à un tiers tenu au respect de la confidentialité et au secret professionnel, pour la durée de protection légale des droits patrimoniaux afférents aux prestations du marché.

La cession des droits d'exploitation attachés aux prestations du marché est valable dans tous pays du monde sans exception où ils font l'objet d'une protection, en toutes langues, pour toute la durée des droits de propriété intellectuelle légale des droits d'auteur et des droits voisins des droits d'auteur, d'après les législations tant françaises qu'étrangères et les conventions internationales, actuelles et futures, y compris les prolongations éventuelles qui pourraient être apportées à cette durée, ainsi que sous toutes formes et toutes présentations et par tous procédés.

La cession est faite selon les formes prescrites par le droit de la propriété intellectuelle notamment à l'article L. 132-7 alinéa 1<sup>er</sup> du code de la propriété intellectuelle, et entendu de la façon la plus large possible, quant à leur domaine d'exploitation, selon les termes de l'article L. 131-3 alinéa 1<sup>er</sup> du même code.

Le non-respect par le titulaire de son obligation relative à l'utilisation des résultats peut entraîner la résiliation du marché à ses torts, conformément à l'article 29.2 du présent CCAP.

### **Droits du pouvoir adjudicateur**

Les droits patrimoniaux de propriété intellectuelle cédés au titre du présent marché sont entendus dans le sens le plus large et de façon non limitative.

Notamment, le pouvoir adjudicateur dispose des droits patrimoniaux d'exploitation des résultats, des droits de reproduction, de représentation et de distribution afférents aux résultats, ainsi que des droits d'utilisation, d'incorporation, d'intégration, d'adaptation, d'arrangement, de transformation, de correction, d'évolution, de traduction et de diffusion des résultats à des tiers, en tout ou partie, en l'état ou modifié, de la manière la plus large et sur tous supports, tels que la documentation, le papier, les supports informatiques ou cédérom ou DVD ou Divx ou clefs USB et par tous procédés d'exploitation comme l'Internet, l'Intranet, l'Extranet, par réseau hertzien, par câble, par satellite, par télétransmission, par télécommunication, par impression, par télécopie, par transmission électronique, par messagerie électronique ou par réseau informatique.

Particulièrement :

- le droit de reproduction comporte notamment le droit de reproduire ou faire reproduire les résultats, sans limitation de nombre, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous procédés et sur tout support imprimé, informatique, magnétique, optique, numérique ou électronique, y compris non prévisibles ou inconnus à la date de signature du marché, ainsi que sur tout support permettant de stocker de manière transitoire ou permanente des informations et données ;
- le droit de représentation, de distribution et de diffusion comporte notamment le droit de communication au public et de mise à disposition du public des résultats, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous moyens, modes ou procédés (tels que présentation publique, publication sur tout support imprimé, informatique, magnétique, optique, numérique ou électronique, ainsi que sur tout support permettant de stocker de manière transitoire ou permanente des informations et données, publication sur Internet, Intranet, Extranet, transmission électronique, par messagerie électronique, sur réseaux informatiques et télécommunication, etc.), y compris non prévisibles ou inconnus à la date de signature du marché, notamment, le cas échéant, en vue d'une exploitation commerciale ;
- les droits de reproduction et de représentation s'exercent notamment envers tout organisme de la branche Famille et tout organisme de contrôle ;
- le droit d'utilisation et d'exploitation est entendu dans le sens le plus large, pour tout ou partie des résultats, quel que soit le mode ou le procédé d'exploitation utilisé ;
- le droit de traduction s'entend du droit de traduire ou de faire traduire les résultats en toutes langues et, le cas échéant, de les adapter ou de les faire adapter aux conditions locales du pays concerné ;
- les droits d'incorporation, de modification, d'intégration, d'adaptation, d'arrangement, de transformation, de correction, d'évolution sont exercés en fonction des besoins du pouvoir adjudicateur ou de ses partenaires. Ces droits s'inscrivent dans l'exercice normal des droits patrimoniaux dont est investie, au titre du présent article, le pouvoir adjudicateur.

Les droits cédés au pouvoir adjudicateur sont exploités dans le respect des droits moraux du ou des auteurs.

Le droit de modification susvisé s'inscrit dans l'exercice normal des droits patrimoniaux dont sont investis le pouvoir adjudicateur et les organismes de la branche Famille.

Le pouvoir adjudicateur peut céder ou concéder ces droits à des tiers et plus précisément à ses autorités de tutelle et à chacun des organismes de la branche Famille du régime général de la Sécurité sociale qui pourront librement en user dans les mêmes conditions que le pouvoir adjudicateur telles que prévues dans le présent article.

Le pouvoir adjudicateur peut déposer tous les éléments et droits intellectuels afin d'en assurer la meilleure protection par quelque moyen et technique que ce soit.



En cas de cessation du marché, pour quelque motif que ce soit, le pouvoir adjudicateur demeure cessionnaire de l'ensemble des droits listés ci-dessus, s'agissant des livrables déjà réceptionnés pour ce marché.

#### Droits et devoirs du titulaire

Le titulaire du marché ne peut, sans avoir obtenu au préalable l'autorisation expresse du pouvoir adjudicateur qui peut assortir son accord de conditions particulières, exploiter à titre commercial ou autres les résultats globaux et partiels des prestations, ainsi que les publier ou les communiquer à des tiers, à titre onéreux ou gratuit.

Le titulaire s'engage à ne pas porter atteinte au droit de propriété que détient le pouvoir adjudicateur sur tous les documents, données et fichiers qu'elle lui remet dans le cadre du présent marché.

Leur reproduction ou leur utilisation par le titulaire, à d'autres fins que l'exécution du présent marché, est interdite sans l'autorisation écrite préalable du pouvoir adjudicateur. Les seules reproductions autorisées sont celles nécessaires à l'exécution du présent marché. Le titulaire s'engage à détruire celles-ci à l'issue du marché.

#### Garantie en cas de revendication d'un tiers

Le titulaire garantit au pouvoir adjudicateur la jouissance pleine et entière, libre de toute servitude, des droits cédés. Notamment, il garantit qu'il est titulaire des droits de propriété intellectuelle afférents à l'ensemble des résultats cédés et qu'il n'a concédé sur ces résultats aucun droit au profit d'un tiers.

En cas de revendication de tiers portant sur les droits de propriété intellectuelle cédés au pouvoir adjudicateur dans le cadre du présent marché, le titulaire doit prendre immédiatement les mesures propres à faire cesser la revendication.

Le titulaire renonce à utiliser, exploiter, publier, reproduire, traduire ou adapter, directement ou indirectement, soit par lui-même soit par un tiers, les éléments dont il a cédé tous les droits à titre exclusif au pouvoir adjudicateur. Le titulaire a le contrôle de la défense pour mener toute négociation en vue d'un règlement. Le pouvoir adjudicateur pourra être indemnisés, à l'exclusion de tout tiers.

#### Prix de cession des droits

Le prix de la cession des droits est compris de façon forfaitaire dans le montant des prestations. Le titulaire ne peut réclamer aucune somme complémentaire à quelque titre que ce soit.

### **Article 26 - Obligations des parties**

#### 26.1 Obligations du Maître d'œuvre

##### 26.1.1 Obligations générales

Le maître d'œuvre a la responsabilité d'obtenir le résultat attendu par le maître d'ouvrage, en respectant les règles de l'art en vigueur ainsi que toutes les spécifications techniques.

Il doit également donner au maître d'ouvrage une visibilité suffisante sur le processus qu'il met en œuvre et l'état d'avancement du marché.

En outre, le maître d'œuvre s'engage à :

- réaliser les prestations dans les délais prévus par le présent marché ;
- fournir les livrables attendus dans les délais contractuels prévus ;

- assumer une obligation générale de conseil, d'information, de recommandations et d'alerte envers le maître d'ouvrage ;
- se soumettre, ainsi que ses préposés, pendant leur présence dans les locaux du maître d'ouvrage, aux règles de sécurités et d'accès en vigueur dans ses locaux ;
- assurer le suivi et la gestion du projet.

Le non-respect par le titulaire de ses obligations contractuelles générales décrites au présent article peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire, conformément à l'article 29.2 du présent CCAP, sans mise en demeure et sans qu'il ne puisse prétendre à quelque indemnité que ce soit.

#### 26.1.2 Obligations de secret professionnel, de discrétion professionnelle et de confidentialité

Le maître d'œuvre est tenu au secret professionnel (article 226-13 du code pénal), à l'obligation de confidentialité et de discrétion professionnelle, pour tout ce qui concerne les données, faits, informations, études, documents, supports d'information, fichiers et décisions dont il aura connaissance durant l'exécution du marché.

Il s'engage à respecter de façon absolue ces obligations, et à les faire respecter par son personnel ou toute personne extérieure qu'il mobilise comme intervenant dans le cadre du présent marché.

Le maître d'œuvre s'interdit notamment toutes communications écrites ou verbales relatives aux prestations objet du présent marché, ainsi que toute remise de documents relatifs au marché à des tiers.

Le non-respect de cette obligation peut entraîner, outre les sanctions pénales éventuellement encourues, la résiliation du marché aux torts du maître d'œuvre conformément à l'article 29.2 du présent CCAP.

Les informations, documents, données de toute nature et renseignements fournis par le maître d'ouvrage, auxquels le maître d'œuvre a accès, à quelque titre que ce soit, à l'occasion ou au cours de l'exécution du marché sont considérés comme secrets au sens de l'article 226-13 du code pénal et sont soumis à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

La responsabilité personnelle du maître d'œuvre peut être engagée conformément aux dispositions pénales de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Conformément aux articles 34, 34 bis et 35 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le maître d'œuvre s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage notamment à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- ne pas utiliser les données, documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;
- ne prendre aucune copie des documents et fichiers informatiques qui lui sont confiés ou auxquels il a accès durant l'exécution du présent marché ;
- ne pas divulguer ces données, documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle physique et informatique, pour assurer la conservation des données, documents et informations traités tout au long de la durée du présent marché et d'éviter toute déformation, endommagement et toute utilisation détournée ou frauduleuse de ceux-ci ;
- à reconstituer les documents et fichiers qui lui sont remis, qui viendraient à être perdus ou auraient été rendus inutilisables par sa faute ;
- ne pas accéder aux informations stockées dans les fichiers du pouvoir adjudicateur, hors de son périmètre d'intervention sans son accord exprès et à porter à sa connaissance les cas où, au cours de son intervention, il aurait accédé fortuitement à ces informations.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le maître d'œuvre.

En cas de non-respect des stipulations précitées, la responsabilité du maître d'œuvre peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-5 et 226-17 du code pénal.

En cas de violation de ces stipulations, le marché peut être résilié de plein droit par le pouvoir adjudicateur sans indemnité en faveur du titulaire et sans préjuger des poursuites pénales éventuelles.

#### 26.1.3 Désignation d'un chef de projet pour le maître d'œuvre

Le maître d'œuvre désigne un chef de projet dans son dossier technique réponse. Ce chef de projet est le responsable du bon déroulement du marché et de l'équipe dédiée au maître d'ouvrage pour l'exécution du marché. Il est le représentant du maître d'œuvre auprès du maître d'ouvrage.

Il est chargé de la coordination des éléments de la mission, afin de proposer des solutions aux difficultés d'application du marché, et de procéder éventuellement aux réajustements nécessaires avec l'accord exprès du maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre garde le même chef de projet pendant la durée du marché, sauf empêchement majeur.

Si le chef de projet n'est plus en mesure de réaliser l'exécution du marché, le maître d'œuvre procède à son remplacement dans un délai de 5 jours ouvrés maximum à compter de l'information au maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage est avisé par tous moyens permettant de donner date certaine.

#### 26.2 Obligations du Maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage s'engage à fournir au titulaire tous les documents, renseignements et informations qu'il détient pour lui permettre de bien comprendre les prestations qu'il doit effectuer.

Le maître d'ouvrage s'engage, par ailleurs, à fournir au maître d'œuvre des moyens matériels satisfaisants lui permettant d'effectuer sa mission dans de bonnes conditions.

Le maître d'ouvrage confère au maître d'œuvre le droit d'accès dans ses locaux, sous réserve du respect des conditions de contrôle et de sécurité en vigueur dans l'établissement dans lequel il intervient.

#### **Article 27 - Arrêt de l'exécution de la prestation**

Le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité de mettre fin à l'exécution des prestations au terme de chacune des phases techniques correspondant aux éléments de mission définis à l'article 1.7 du présent CCAP.


Cette décision entraîne l'arrêt définitif des prestations et la résiliation du marché, sans droit à indemnité pour le titulaire, sous réserve du paiement des prestations régulièrement exécutées à la date d'effet de la décision.

#### **Article 28 - Achèvement de la mission**

La mission du Maître d'œuvre s'achève à l'issue de la période de garantie de parfait achèvement des travaux, ou après prolongation de cette période si les réserves formulées lors de la réception ne sont pas toutes levées à son terme.

Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision de réception prononcée par le Maître d'ouvrage, sur demande du Maître d'œuvre, constatant que le titulaire a rempli l'ensemble de ses obligations contractuelles.



### Article 29 - Résiliation du marché

Par dérogation à l'article 32.5 du CCAG-Maîtrise d'œuvre, la notification du décompte de résiliation par le pouvoir adjudicateur au titulaire intervient au plus tard dans un délai de trois (3) mois à compter de la date d'effet de la résiliation du marché.

Le cas échéant, les pénalités pour retard sont applicables jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation.

La résiliation du marché est régie par les dispositions des articles 27 à 35 du CCAG-Maîtrise d'œuvre, sous réserve des stipulations particulières ci-après.

#### 29.1 Résiliation sans faute du maître d'œuvre

Lorsque le Maître d'ouvrage décide d'interrompre définitivement l'exécution du marché sans que le Maître d'œuvre ait manqué à ses obligations contractuelles, la résiliation est prononcée conformément à l'article 27 du CCAG-Maîtrise d'œuvre.

Les prestations régulièrement exécutées à la date d'effet de la résiliation sont rémunérées sans abattement.

Par dérogation à l'article 31 du CCAG-Maîtrise d'œuvre, l'indemnité de résiliation due au titulaire est fixée forfaitairement à 5 % du montant hors taxes de la partie non exécutée du marché.

#### 29.2 Résiliation du marché aux torts du Maître d'œuvre

Le Maître d'ouvrage peut décider de résilier le marché aux torts du Maître d'œuvre, après mise en demeure restée infructueuse, dans les cas suivants :

- en cas de non-respect de ses obligations relatives à l'utilisation des résultats telles que prévues à l'article 25 du présent CCAP ;
- en cas de manquement grave ou répété à ses obligations contractuelles, telles qu'énoncées à l'article 26.1 du présent CCAP ;
- en cas de non-respect des obligations relatives à la régularité sociale et fiscale prévues à l'article 8.7 du présent CCAP ;
- lorsque le Maître d'œuvre se révèle incapable de concevoir un projet permettant la passation des marchés de travaux dans le respect du coût prévisionnel assorti du taux de tolérance défini à l'article 12 du présent CCAP ;
- en cas d'échec d'une procédure de passation des marchés de travaux imputable au Maître d'œuvre, lorsque celui-ci n'est pas en mesure de mener à bien les études ou les négociations permettant une dévolution des marchés dans les limites du coût prévisionnel ;
- en cas de non-respect de ses obligations de déclaration et d'information relatives à un changement de situation, prévues par le présent CCAP ;
- et, plus généralement, dans tous les autres cas de résiliation aux torts du titulaire prévus à l'article 30 du CCAG-Maîtrise d'œuvre.

En cas de résiliation du marché aux torts exclusifs du Maître d'œuvre, celui-ci est tenu de remettre au Maître d'ouvrage, sans délai, l'ensemble des prestations en cours d'exécution ainsi que toutes les pièces, documents et informations fournis par le Maître d'ouvrage durant l'exécution du marché et dont il est dépositaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve en outre le droit de faire exécuter, aux frais et risques du Maître d'œuvre, tout ou partie des prestations non réalisées dans le cadre du présent marché.

### **Article 30 - Assurances**

Le Maître d'œuvre est tenu de souscrire une police auprès d'une compagnie d'assurance dûment agréée afin de garantir sa responsabilité décennale. Sa police doit comporter des garanties en rapport avec l'importance de l'opération.

De plus, le Maître d'œuvre doit être titulaire d'une police d'assurance souscrite auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable, destinée à couvrir ses responsabilités civiles et professionnelles, autres que décennales, pour un montant en rapport avec l'importance de l'opération.

La garantie doit également couvrir la responsabilité du titulaire pour les dommages corporels, matériels ou immatériels, directs ou indirects causés par ses éventuels sous-traitants lors de l'exécution des prestations, à charge pour le titulaire de recourir ensuite contre eux.

Avant tout commencement d'exécution, le maître d'œuvre justifie qu'il est titulaire d'une assurance couvrant les responsabilités qu'il est susceptible d'encourir du fait de l'accomplissement de ses prestations.

Il doit, s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire si celle existant n'est pas considérée comme suffisante par le Maître d'ouvrage pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

Il devra fournir une attestation semblable à l'appui de son projet de décompte final.

Le titulaire s'engage à payer régulièrement les primes correspondantes et à justifier de la régularité de sa situation à toute demande du pouvoir adjudicateur par la présentation des polices ou quittances correspondantes.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander au titulaire, une attestation d'assurance en cours de validité couvrant sa responsabilité pour ces éventuels dommages.

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur le demande, le titulaire a l'obligation de fournir une attestation de cette assurance indiquant le type de garantie, la nature des risques et sa période de validité dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la réception de la demande.

Si le titulaire ne souscrit pas à cette obligation d'assurance, il est tenu de dédommager le pouvoir adjudicateur ou toute autre victime à ses frais pour les dommages qui auront pu survenir.

### **Article 31 – Changement dans la situation du titulaire**

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur, les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à son relevé d'identité bancaire ;
- aux renseignements fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement du titulaire pouvant influencer sur l'exécution du marché.

### 31.1 Changement sans création d'une nouvelle personne morale

Tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile, du compte à créditer, doit être notifié par tous moyens permettant de donner date certaine.

Cette notification doit être appuyée, selon les cas, soit du nouveau R.I.B., soit d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la Société, soit d'une photocopie certifiée conforme de l'extrait du journal d'annonces légales.

### 31.2 Changement entraînant la création d'une nouvelle personne morale

Lorsque le changement entraîne la création d'une nouvelle personne morale (fusion, absorption, reprise de société dans le cadre d'une liquidation judiciaire...), il convient d'établir un avenant de transfert entre le pouvoir adjudicateur et le nouveau titulaire.

Le nouveau titulaire doit apporter la preuve qu'il peut assurer la continuité du marché.

Le pouvoir adjudicateur vérifie d'une part que le nouveau titulaire dispose des moyens financiers et techniques lui permettant d'assurer la continuité du marché, vérifie la régularité des certificats attestant de sa situation fiscale et sociale et s'assure de l'absence de liens juridiques ou financiers incompatibles avec l'exécution du marché.

Le non-respect par le titulaire de son obligation d'information de changement de situation peut entraîner la résiliation aux torts du titulaire, conformément à l'article 29.2 du présent CCAP.

## **Article 32 – Règlement des litiges**

Le présent marché est soumis au Droit français.

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations, objet de ce dernier.

Tout différend entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'une lettre de réclamation exposant les motifs et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Cette lettre doit être communiquée au pouvoir adjudicateur dans le délai d'un mois, courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

Par dérogation à l'article 35 du CCAG-MOE, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai d'un mois, courant à compter de la réception de la lettre de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

En cas de non-résolution à l'amiable du différend, il peut être fait application des dispositions relatives aux médiateurs des entreprises et les comités consultatifs de règlement amiable des différends ou des litiges relatifs aux marchés publics.

A défaut, l'une des parties peut choisir de porter le différend non résolu devant la juridiction compétente.

En cas de litiges portant sur l'interprétation ou l'exécution du marché, la juridiction compétente est celle dont relève le pouvoir adjudicateur.

### **Article 33 – Développement durable**

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le Maître d'œuvre s'engage à intégrer les objectifs de développement durable définis par le pouvoir adjudicateur, notamment en matière de performance environnementale, de sobriété énergétique, de limitation de l'empreinte carbone et d'optimisation des ressources.

À ce titre, le Maître d'œuvre met en œuvre les prescriptions environnementales prévues dans les pièces du marché, et en particulier dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), notamment en ce qui concerne :

- la prise en compte des exigences réglementaires applicables, dont le décret relatif aux obligations d'actions de réduction de la consommation d'énergie finale dans les bâtiments à usage tertiaire ;
- l'intégration de solutions techniques visant à améliorer la performance énergétique et environnementale de l'opération ;
- la limitation des impacts environnementaux liés à l'exécution des prestations, notamment en matière de déplacements, de production de documents et de gestion des ressources.

Aucune clause sociale d'insertion par l'activité économique n'est prévue dans le cadre du présent marché.

### **Article 34 - Dérogations au CCAG-MOE**

Le présent CCAP déroge aux dispositions du CCAG-Maîtrise d'œuvre approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, sur les points suivants :

1. Article 4.1 du CCAG-MOE  
→ Dérogation relative à l'ordre de priorité des pièces contractuelles, tel que défini à l'article 2 du présent CCAP.
2. Article 10.1.1 du CCAG-MOE  
→ Dérogation relative aux modalités de révision des prix, définies à l'article 5.3 du présent CCAP.
3. Articles 11.8.1 à 11.8.3 du CCAG-MOE  
→ Dérogations relatives aux modalités d'établissement, de notification et de caractère définitif du décompte général, précisées à l'article 6 du présent CCAP.
4. Articles 15.1.4 et 16.2.3 du CCAG-MOE  
→ Dérogations relatives au point de départ des délais et aux pénalités applicables en cas de retard dans la remise des documents d'études, définies à l'article 7 du présent CCAP.
5. Articles 20 à 21 du CCAG-MOE  
→ Dérogations relatives aux modalités de vérification, d'admission, d'ajournement, de réfaction et de rejet des livrables, précisées à l'article 7.3 du présent CCAP.
6. Article 24 du CCAG-MOE  
→ Dérogation relative aux conditions de cession et d'utilisation des droits de propriété intellectuelle, définies à l'article 25 du présent CCAP.
7. Articles 27 à 31 du CCAG-MOE  
→ Dérogations relatives aux modalités d'arrêt de l'exécution, de résiliation du marché et d'indemnisation du titulaire, précisées aux articles 27 et 29 du présent CCAP.
8. Article 32.5 du CCAG-MOE  
→ Dérogation relative au délai de notification du décompte de résiliation, défini à l'article 29 du présent CCAP.
9. Article 35 du CCAG-MOE  
→ Dérogation relative au délai de réponse du pouvoir adjudicateur aux mémoires en réclamation, défini à l'article 32 du présent CCAP.

Les dérogations précitées sont réputées acceptées par le titulaire du fait de la signature de l'acte d'engagement.